



Parc national
du Mercantour

Décision individuelle

N° 2020-359

Pétitionnaire : société HBG France (marque Hélicoptères de France) pour le compte d'EDF
Adresse : Siège d'exploitation - Aéroport BP1, 05130 TALLARD
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Nom du projet : Auscultation du barrage du lac Long des Merveilles
Localisation : Barrage lac Long des Merveilles – commune de Tende

La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 20 novembre 2020 par Monsieur TRUC Frédéric coordonnateur au sein d'EDF Hydraulique GEH Azur-Ecrins,

Considérant que la demande porte sur une auscultation du barrage du lac Long des Merveilles suite à l'évènement météorologique du 2 octobre 2020,

Considérant qu'à ce titre, le survol répond aux besoins de l'exploitation des ouvrages électriques, en conséquence de quoi il peut être autorisé toute l'année conformément à la modalité n°29,

Considérant la nécessité d'encadrer en conséquence l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et de conservation du caractère de celui-ci, et ce malgré les évènements naturels en cause,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représentée par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer un survol à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, destiné à l'acheminement de personnel sur le barrage du lac Long des Merveilles.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification de l'aéronef

nom du pilote : RINGOT Benoît
type d'appareil : hélicoptère Ecureuil AS-350-B3
n° de l'appareil : F-GTIE ou F-GIZG

2.2. Le pilote est tenu de respecter strictement l'itinéraire de survol autorisé figurant au plan annexé à la présente.

2.3. En-dehors de cet itinéraire autorisé, le survol à basse altitude reste interdit au-dessus du cœur du parc national.

2.4. Nombre de rotation(s) autorisée(s) : 1.

Article 3 : Durée - Localités

La présente autorisation est délivrée pour la date du mardi 1^{er} décembre 2020

En cas d'intempéries, le report de l'opération **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contacts :

service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef de S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

adjoint - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 30 novembre 2020

La Directrice

du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

Copie :

- service territorial Roya
- EDF, VU-HONG VIDOR Lucie <lucie.vu-hong@edf.fr>
- EDF, TRUC Frederic <frederic.truc@edf.fr>

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

